



SGB Schweizerischer Gewerkschaftsbund  
[www.sgb.ch](http://www.sgb.ch)

## **Appel de l'USS pour le 1<sup>er</sup> Mai 2009**

### **Contre la crise : emplois et sécurité sociale !**

---

*Qui a provoqué la crise ? Les managers et les banquiers à la recherche effrénée du profit à tout prix. Qui paie les pots cassés ? Les honnêtes gens. Ospel et les autres spéculateurs en chef ont perdu leur honneur, les travailleuses et les travailleurs leur emploi. C'est intolérable ! Nous nous opposons absolument à ce que la crise se résolve sur le dos des personnes de condition modeste ! La balle est dans le camp du patronat et de la classe politique.*

Les dernières années ont été prospères pour la plupart des employeurs. Ils ont empoché les bénéfices ou constitué des réserves. Ils disposent donc des ressources nécessaires pour endiguer la crise. Nos exigences :

- **Pas de licenciement maintenant !** Le chômage partiel est, à la rigueur, une solution possible.
- **Offensive de formation continue :** comme le volume de travail diminue, c'est maintenant que les entreprises doivent former leur personnel et recevoir pour ce faire le soutien des pouvoirs publics ; ainsi, nous serons parés pour le moment où l'économie redémarrera.
- **Hausse des salaires pour tous et toutes,** et en particulier des salaires minimaux : pas de salaire inférieur à 3500 francs ; ou 4500 francs pour les personnes au bénéfice d'une formation !
- **Suffisamment de places d'apprentissage** pour les jeunes ! Engagement dans l'entreprise des apprenti(e)s qui y ont achevé leur formation !

L'État doit lui aussi lutter énergiquement contre la crise. Quand l'embrasement généralisé menace, on ne se sert pas d'un tuyau d'arrosage pour y faire face. Alors qu'il apparaît toujours plus clairement que les banquiers agissent sans scrupule aucun, l'État n'a pas le droit de qualifier d'acceptable l'entêtement de l'UBS à vouloir verser des bonus. Obama, et Brown, ainsi que Sarkozy et Merkel lancent d'énormes programmes conjoncturels, tandis que notre classe politique bourgeoise se contente de quelques petits projets. C'est inacceptable ! Nos revendications :

- **Des programmes d'investissement de 5 milliards de francs au bas mot !** L'État a généreusement volé au secours de l'UBS. Maintenant, il doit mettre les excédents de ces dernières années au service de l'emploi. Cette politique a un double avantage : l'argent investi reviendra dans les caisses publiques et l'État encouragera une reconversion écologique attendue depuis trop longtemps.
- **Renforcement du pouvoir d'achat :** il faut non seulement relever les salaires, mais également stabiliser les primes de caisse-maladie ou augmenter leur réduction. Une forte augmentation des allocations familiales est tout aussi nécessaire. De la sorte, c'est le pouvoir d'achat des bas et moyens revenus qui s'accroîtra, là où c'est le plus nécessaire et le plus efficace. Les programmes de baisse d'impôts de Mon-



SGB Schweizerischer Gewerkschaftsbund

[www.sgb.ch](http://www.sgb.ch)

sieur Merz n'avantageront que les personnes d'ores et déjà aisées. Ces cadeaux ont le double inconvénient d'être inéquitables et de ne pas stimuler la conjoncture.

La droite veut démanteler les prestations sociales sans se soucier du prix que les personnes devront alors payer. Les fossoyeurs du social font penser à ces apprentis sorciers qui laissent pourrir, voire veulent supprimer, les protections anti-avalanches avant l'hiver le plus enneigé de mémoire d'homme ! Ici aussi, nous opposons une fin de non-recevoir à toute solution qui ferait payer la crise aux personnes de condition modeste ! Nos exigences :

- **Une assurance-chômage efficace** : pas de réduction des prestations !
- **La consolidation de l'AI** : l'UDC et l'USAM veulent faire traîner encore plus le dossier du financement de l'AI, avant de mettre les prestations en coupe réglée sous prétexte d'endettement excessif ; nous devons opposer un non catégorique à ces manœuvres !
- **Pas de réduction des prestations dans la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS** ! Sinon, nous ferons en sorte qu'elle échoue à nouveau devant le peuple.
- **Non au pillage des rentes du deuxième pilier** ! Nous combattons l'abaissement du taux de conversion minimal.

Nous refusons de payer les pots cassés par les profiteurs dont la cupidité a provoqué la crise. Nous ne tolérerons pas que l'égalité des sexes, l'égalité salariale et le développement de l'accueil extrafamilial des enfants fassent les frais de la crise. En tenant compte des demandes des salarié(e)s, nous garantissons davantage de cohésion sociale, davantage de justice. C'est cette lutte que livrent les syndicats. Une lutte qu'il vaut la peine de livrer.

\* \* \* \* \*